

« Les attaques de la N-VA ? Soyons vigilants, résistants »

MAJORITÉ Christine Defraigne défend le Sénat, le fédéralisme, le dialogue francophone

► La présidente du Sénat (MR) - institution que la N-VA veut voir disparaître - recadre la participation de son parti à la majorité fédérale : « Loyauté et vigilance ».

► Christine Defraigne appelle les présidents francophones à « se reparler ». Et plaide pour une coalition, à terme en Wallonie, réunissant au moins libéraux et socialistes...

ENTRETIEN

Présidente du Sénat, elle se frotte tous les jours à une N-VA qui freine les travaux de l'institution parlementaire, veut sa suppression à terme, conformément à son programme indépendantiste. Christine Defraigne défend l'existence de l'ex-« Haute Assemblée » transformée en une enceinte où, suivant la sixième réforme de l'Etat, se retrouvent des élus des entités fédérées. Et requalifie la majorité suédoise.

Le groupe Ecolo-Groen, la sénatrice Cécile Thibaut en tête, a mis en cause la gestion du fonds de pension du Sénat, qui financerait des entreprises dans les secteurs du pétrole, du tabac ou de l'armement. L'institution est attaquée ?
C'est une attaque injuste moralement et totalement opportuniste ! Dans ces fonds de pension, il y a une partie, achetée avant 2009, qui a trait à 500 sociétés, qui vaut encore 6 millions d'euros sur 210 au total et, là-dedans, une ou deux sociétés posent problème. Mais on se débarrasse des produits problématiques au fur et à mesure. Et puis, ce genre de remarque se fait d'abord en conseil d'administration. J'ai vu les procès-verbaux des réunions, M^{me} Thibaut a fait une remarque sur des investissements pétroliers, une autre en assemblée générale sur Monsanto, et c'est tout... C'est un très mauvais procès, notamment pour des sénateurs comme Philippe Mahoux qui a déposé des résolutions sur les bombes à fragmentation, ou Olga Zrihen, Bert Ancaiaux, à la manœuvre de cette caisse des pensions et qui ont certainement autant de préoccupations éthiques que M^{me} Thibaut ! M^{me} Khattabi, coprésidente d'Ecolo, est membre elle aussi de la caisse des pensions, je n'ai pas vu un P-V où elle protestait...

Cela étant, l'image du Sénat reprend un coup. Après ceux de la N-VA...
C'est un autre problème. Ils sont anti-Sé-

nat, c'est autre chose. De fait, la N-VA se livre régulièrement à des attaques dans la presse flamande. Ce n'est pas un scoop. Je vis avec ça depuis que je suis à la présidence du Sénat. De temps en temps je réagis, sinon je laisse « couler », je les laisse faire leurs petites crises d'urticaire. L'article 1 des statuts de la N-VA, c'est l'indépendance de la Flandre, l'article 2, ça doit sûrement être la suppression du Sénat, je dis ça en plaisantant... Une image : le Vésuve, près de Naples, est endormi jusqu'à preuve du contraire ; en revanche, les solfatares, les fumerolles qui recrachent du soufre, sont à ciel ouvert, et les gens vivent près du volcan et près de ces solfatares... Eh bien, les attaques de la N-VA, ça me fait penser à ça ; les solfatares, il faut vivre tout près. Les nationalistes veulent montrer qu'ils sont présents, ils « communiquent ».

A côté de la « com », il y a tout de même un positionnement fondamental...
Ah ! fondamentalement, les solfatares sont à côté du Vésuve, en effet...

Vous n'avez pas le sentiment que l'on vit le dernier mandat du Sénat ?
Techniquement, il faudrait réviser la Constitution pour cela, les articles ne

sont pas ouverts à révision, et il faut des majorités spéciales. Et quand je lis que Bart De Wever ne veut plus jamais négocier avec les socialistes, il va falloir les trouver ces majorités spéciales ! Cela dit, à propos du Sénat, je ne comprends pas la logique de la N-VA : même si l'on devait suivre sa logique confédérale - que je refuse -, ce serait la Chambre qui devrait disparaître, pas notre assemblée, où opèrent des représentants des entités fédérées ! Il y a une fuite dans le raisonnement N-VA. Pour le reste, Paul Magnette, ministre-président wallon, a très bien résumé la situation quand il est venu s'exprimer ici, au Sénat : il y a un outil, faisons le fonctionner.

Quid de la thèse selon laquelle la N-VA fait un travail de sape au fédéral, travaillerait discrètement à la destruction des institutions fédérales de l'intérieur ?
Je vois quand même que le ministre de la Défense veut refinancer un département parfaitement fédéral et régalien. J'enchaîne : refinançons aussi la justice, qui en a besoin. Il me revient encore que les choses ne se passent pas mal au sein du gouvernement.

Selon vous, la N-VA est donc loyale ?
Au gouvernement, je pense qu'un ministre comme Jan Jambon est quelqu'un de loyal, il fait son job. Mais je ne suis pas naïve, et Bécassine dans sa tour d'ivoire ! Je vois le chemin parsemé

d'embûches. J'ai voté la participation au gouvernement fédéral, je suis cohérente. Il n'y a pas de regrets à avoir à partir du moment où on nous avait éjectés des Régions au mépris de notre victoire électorale et que l'intention était bien de nous laisser dehors au fédéral aussi. Cette majorité fédérale, ce n'était pas mon choix, notre choix, mais nous n'avions pas d'autre solution. Ce qui ne signifie pas qu'on ne doit pas être vigilants, résistants. Du reste, je souhaite que les francophones se reparlent vraiment. Le fédéralisme est harmonieux lorsque le fédéral et les entités fédérées se parlent.

Vous souhaitez que les présidents de partis francophones « se reparlent » ?
Oui. Il y a des contacts déjà. Si l'on veut dessiner notre avenir, il n'est pas sain que tous se regardent en chiens de faïence. En tout cas, les socialistes ont quand même compris que nous mépriser comme ils l'ont fait n'était pas la bonne solution. Le PS a du mal à trouver son souffle dans l'opposition au fédéral. J'ajoute qu'avec cette majorité fédérale, on a la chance de pouvoir mettre en œuvre une politique socio-économique que l'on aurait eu plus de difficultés à mener avec les socialistes à bord.

Vous ne montrez pas beaucoup d'enthousiasme à gouverner avec la N-VA...
Je suis totalement loyale dans cette majorité fédérale ; maintenant, évidemment, je ne peux pas nier qu'au quotidien, par rapport à mon institution, j'ai peut-être une perception différente de celle qui précède au gouvernement.

Certains soutiennent que la deuxième étape de l'opération MR, c'est d'écarter la famille socialiste de Wallonie...
Spéculation. Je n'ai pas ce souhait à titre personnel. J'en appelle plutôt à ce que l'on puisse se parler. Je viens de Liège, une région qui a des défis économiques et sociaux que l'on ne mesure pas. Il faut que les forces vives puissent se parler et construire un projet commun.

Pour de grandes réformes en Wallonie, il faut donc selon vous réunir au moins les deux grandes familles ?
Oui, je le crois. Ou alors les trois partis « traditionnels », en union sacrée.

En cours de législature ?
Les élections auront lieu en 2019 ! Mais je souhaite que le fait fédéral fonctionne harmonieusement, et pour cela, nous devons nous parler entre francophones. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
et MARTINE DUBUISSON

embryon « La proposition CD&V, je n'en veux pas ! »

Le CD&V veut donner au fœtus un statut juridique dès le 140^e jour, une proposition de loi va dans ce sens, vous n'êtes pas d'accord.

Je m'étonne. Le dossier est porté à l'origine par M. Geens, ministre de la Justice. Son département a d'autres chats à fouetter, franchement ! C'est une affaire parlementaire. La limite actuelle de 180 jours ne doit pas être abaissée. Même si certains s'en défendent la bouche en cœur, l'idée du CD&V signifie que l'on veut tout simplement donner un statut

juridique à l'embryon, d'une façon ou d'une autre, et cela, c'est la porte d'entrée pour remettre en cause la loi sur l'IVG, l'interruption volontaire de grossesse. Ainsi que la loi de 2003 relative à la recherche sur les embryons. Va-t-on rejoindre les théories de George Bush, qui

avait proscrit toute recherche sur les embryons ? Nos lois sur l'IVG, sur la recherche, font notre fierté, notre plus-value belge. Reste que je souhaite, évidemment – j'avais pris l'initiative jadis au parlement wallon –, que l'on veuille à ne

pas traiter le fœtus comme un déchet hospitalier. En plus, la proposition CD&V ne va pas aider ceux qui sont dans la peine, au contraire... On va alourdir leur chagrin quand on leur dira en substance « C'est une fausse couche : vous avez perdu un "enfant" »... Quant aux femmes qui doivent en passer par une IVG, on va les culpabiliser beaucoup plus. J'ai parfois le sentiment d'un retour en arrière. Un grand conservatisme. Nous résisterons. ■

Propos recueillis par
D.CI et Ma.D.

ANALYSE

Pour le Sénat et le fédéralisme

Christine Defraigne ne rêvait pas de la présidence du Sénat (cette avocate aurait préféré le portefeuille de la justice), mais elle défend bec et ongles son institution. Ses avantages ? Une moins grande dépendance vis-à-vis de la majorité fédérale (des majorités alternatives n'étant pas rares dans la Haute Assemblée) ; être un lieu de rencontre où les entités fédérées (via leurs sénateurs régionaux) peuvent peser sur la législation fédérale ; ou encore le temps que l'assemblée peut consacrer aux dossiers bioéthiques (qui la passionnent).

Des avantages que la présidente tient à rappeler notamment à la N-VA, qui ne cache pas son aversion pour l'institution qu'elle souhaiterait voir disparaître. Christine Defraigne jure être « loyale », justifie la coalition avec la N-VA (« *Nous n'avions pas d'autre choix* »), assurant même ne pas avoir de regret. Il n'empêche : on ne la sent pas forcément enthousiaste à collaborer avec les nationalistes. Qui, il est vrai, ne lui facilite pas la vie au quotidien...

La présidente reste cependant dans les coudes. Surveille son langage (« *Il faut rester présidentielle* »). Certifie qu'elle « *essaie de fonctionner avec tout le monde : je ne me lève pas tous les matins en me disant que je vais manger de la N-VA ou du PS* ». Au contraire : à plusieurs occasions, elle souligne le travail de tel socialiste ou sa bonne relation avec tel autre. On n'en dira pas tant du CDH ou d'Ecolo... Christine Defraigne fait d'ailleurs partie de ces libéraux qui défendent la coalition des deux grands ou des trois partis traditionnels pour relever les défis économiques en Régions, elle qui vient de « *la région de Liège, confrontée à des défis économiques que l'on n'imagine pas* ». Mais la trame de son discours, c'est la défense du fédéralisme. Elle se dit fédéraliste (« *et pas confédéraliste* ») et le répète : « *Mon souhait est que le fédéral fonctionne harmonieusement.* »

D.CI. ET MA.D